2015

Echange d'Information sur le Crédit au Ghana

Un Exemple de Coordination du Secteur pour la Promotion de la Finance Responsable

seep
Powering connections

The MasterCard Foundation

RAFIP
RURAL AND AGRICULTURAL FINANCE PROGRAMME

À propos de SEEP

Le Réseau SEEP (**SEEP**, www.seepnetwork.org) est un réseau mondial d'apprentissage. Nous explorons des stratégies qui créent de nouvelles et de meilleures opportunités pour les populations vulnérables, en particulier les femmes et les ruraux pauvres, pour participer à des marchés et améliorer la qualité de leur vie. Fondé en 1985, le Réseau SEEP a été un pionnier dans le mouvement du microcrédit et a aidé à construire le fondement des efforts d'inclusion financière d'aujourd'hui. Au cours des trois dernières décennies, nos membres ont continué à servir de terrain d'essai pour des stratégies novatrices qui favorisent l'inclusion, développent des marchés compétitifs, et renforcent le potentiel des moyens de subsistance des pauvres dans le monde. Les membres de SEEP travaillent ensemble avec d'autres parties prenantes pour mobiliser les connaissances et favoriser l'innovation, créant ainsi des opportunités pour une collaboration significative et, surtout, pour un impact à grande échelle.

Les associations de microfinance jouent un rôle clé dans le soutien de la croissance durable du secteur de la microfinance. Le Réseau SEEP sert ces associations en les connectant à une communauté mondiale d'apprentissage et en encourageant les efforts de renforcement des capacités. Comme la microfinance s'étend et se commercialise en Afrique, il existe une possibilité de favoriser une plus grande protection des clients et la transparence au sein du secteur. Le Réseau SEEP a conclu un partenariat de quatre ans avec la Fondation MasterCard pour améliorer les capacités de gestion des associations de microfinance et promouvoir la transparence financière et la protection des clients. Les connaissances et expérience issues de ce programme seront partagées avec d'autres associations pour étendre et soutenir la croissance du secteur à travers l'Afrique sub-saharienne et au-delà.

Remerciements

Ce rapport a été produit par M. Rashid Ahmed et Mme. Deena Burjorjee pour le compte du Réseau SEEP dans le cadre du Programme de Finance Responsable par le biais du Leadership Local (RFLL). Nous nous devons de remercier tout particulièrement Bintou Ka-Niang et Diana Dezso du Réseau SEEP ; Yaw Gyamfi de GHAMFIN ; et Aku Orleans-Lindsay et Godfred Cudjoe de la Banque Centrale du Ghana, pour avoir passé en revue ce rapport; et le Programme RAFiP pour avoir appuyé techniquement et financièrement des activités de cette initiative.

Copyright © 2015
The SEEP Network
Des sections de cette publication peuvent être copiées ou adaptées sans la permission du Réseau SEEP pour répondre aux besoins locaux, à condition que les parties copiées soient distribuées gratuitement ou au coût de revient – pour un but non lucratif. Veuillez faire mention du Réseau SEEP et de « Echange d'Information sur le Crédit au Ghana: Un Exemple de Coordination du Secteur pour la Promotion de la Finance Responsable ».

Résumé

Dans le cadre du Programme "Finance Responsable par le biais du Leadership Local" (RFLL), l'absence d'échange d'information sur le crédit a été identifé comme l'un des principaux obstacles pour un secteur de la microfinance plus responsable au Ghana. Dans le but de mieux comprendre cette préoccupation, le Réseau Ghanéen des Institutions de Microfinance (GHAMFIN), avec le soutien du Réseau SEEP, a examiné les pratiques existantes au niveau de ses membres et les contraintes et les opportunités pour l'amélioration des rapports aux Bureaux de Crédit existants, et a lancé un dialogue multipartite pour un meilleur échange d'information sur le crédit au Ghana. Le résultat a été une action collective impliquant les régulateurs, les prestataires de services financiers, les prestataires de services techniques, et les Bureaux de Crédit pour intégrer le secteur de la microfinance dans le système d'information sur le crédit au Ghana. Cette initiative comprend des efforts pour améliorer les logiciels existants, se mettre d'accord sur des modèles standardisés de rapports, et établir une plate-forme commune centralisée de reporting de données pour les fournisseurs de données.

SIGLES

ARB	Association des Banques Rurales
ASSFIN	Association des Organisations Financières Non Gouvernementales
BC	Bureau de Crédit
BoG	Banque Centrale du Ghana
CRA	Loir sur le Rapport sur le Crédit
EIC	Echange d'Information sur le Crédit
GAMC	Association Ghanéenne de Sociétés de Microfinance
GCCUA	Association Ghanéenne des Unions de Coopérative de Crédit
GCSCA	Association Ghanéenne des Collecteurs de Susu
GHAMFIN	Réseau Ghanéen des Institutions de Microfinance
GHASALC	Association Ghanéenne des Sociétés d'Epargne et de Crédit
IFNB	Institution Financière Non Bancaire
ICRO	Bureau d'Investigation et d'Information pour les consommateurs
IMF	Institution de Microfinance
MLAG	Association des Prêteurs d'Argent du Ghana
ONGF	ONG Financière
PSF	Prestataire de Service Financier
PST	Prestataire de Service Technique
RAFiP	Programme de Finance Rurale et Agricole
RCB	Banque Rurale et Communautaire
RFLL	Finance Responsable par le biais du Leadership Local
SIG	Système d'Information de Gestion

Echange d'Information sur le Crédit au Ghana

L'information sur l'historique de crédit, les salaires des particuliers et le passé en matière de remboursement, facilite grandement les processus de demande et d'octroi de crédit. Elle peut également aider à réduire le surendettement et le risque du crédit, ainsi qu'à identifier et à prévenir la fraude. Le rapport sur le crédit joue donc un rôle essentiel pour assurer la finance responsable, car il identifie l'exposition financière de tout emprunteur auprès d'une gamme de fournisseurs de crédit.

Le surendettement et les emprunts multiples des clients ont été identifiés comme les principales préoccupations qui doivent être abordées par le secteur de la microfinance du Ghana. Bien que le rapport sur le crédit du client soit réglementé par la Loi sur les Rapport sur le Crédit (CRA),[1] la soumission d'information aux Bureaux de Crédit par les fournisseurs de données qui desservent le marché des populations à faible revenu est mitigée, la qualité des données fournies est discutable, et les mécanismes de recours sont limités en raison des capacités réduites au niveau des fournisseurs et du régulateur.

Qu'est-ce qu'un Bureau de Crédit?

Les Bureaux de Crédit (BC), ou Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC), sont des sociétés privées qui collectent des données de plusieurs établissements bancaires et non bancaires, vérifient la fiabilité des données, puis les agrègent d'une manière significative pour produire un rapport sur le crédit. Ce rapport sur le crédit affiche le niveau d'endettement du client et indique si le client est à jour ou en difficulté dans les remboursements. Ainsi, le but de l'information sur le crédit est de:

- Permettre aux prêteurs de prendre des décisions de crédit éclairées et d'identifier les aspects pertinents des habitudes d'emprunt des clients.
- Aider les emprunteurs à protéger la garantie qu'est leur réputation

Pour qu'un système d'information de crédit soit efficace, les éléments suivants doivent exister dans tout environnement:[2]

- Un système national d'identification (ID) fiable pour les individus
- Une politique/structure réglementaire appropriée.
- Un cadre qui permet l'échange d'informations de plusieurs fournisseurs.
- Un système qui protège les données sur la vie privée des clients et des canaux pour que les clients puissent contester les informations.

[1] Act 726, 2007.
[2] Adapté de Anita Campion de Liza Valenzuela, "Credit Bureaus: A Necessity for Microfinance?" Meilleures Pratiques de la Microfinance, USAID, Octobre 2001.

Echange d'Information sur le Crédit au Ghana

Le secteur de la microfinance du Ghana comprend une variété de fournisseurs de crédit allant des banques rurales, prêteurs sur salaire, et coopératives de crédit, à diverses catégories d'institutions de microfinance non bancaires (IMF), y compris les ONG Financières (ONGF) et les prêteurs individuels. Il y a plus de 2.200 IMF appartenant à l'une des sept organisations faîtières qui sont organisées selon les quatre niveaux de réglementation. La structure de coordination de toutes ces organisations faîtières est le Réseau Ghanéen des Institutions de Microfinance (GHAMFIN) qui représente les intérêts de chaque type d'IMF dans le secteur.

Contrairement à d'autres marchés émergents de l'information sur le crédit où le régulateur agrée d'abord un Bureau de Crédit, puis en inclut d'autres progressivement, la Banque Centrale du Ghana (BoG) a autorisé rapidement et successivement trois Bureaux de Crédit,[3] établissant ainsi dès le début, la base pour un marché de l'information sur le crédit compétitif. Egalement remarquable, les institutions non bancaires (y compris les IMF et les institutions financières non bancaires-IFNB) agréées par la BoG ont été contraintes de commencer à échanger des données positives et négatives avec les Bureaux de Crédit, en même temps que les Banques. Cela a constitué la base pour que des dossiers plus détaillés de l'emprunteur soient disponibles au niveau des fournisseurs de crédit quand ils prennent leurs décisions d'octroi de crédit. Cependant, en dépit de la création d'un environnement politique favorable pour l'échange d'information sur le crédit au Ghana, l'intégration des IMF dans le système d'information sur le crédit reste limitée pour les raisons suivantes:

- **UTILISATION LIMITÉE D'UN SYSTÈME NATIONAL D'IDENTIFICATION.** Le Ghana travaille sur un système national d'identification, mais il est encore en cours de développement; ainsi, il n'y a aucun identifiant unique au niveau du secteur des Bureaux de Crédit agréés. La technologie biométrique est de plus en plus utilisée dans certains secteurs au Ghana comme un moyen d'établir l'identité des individus. Cependant, elle n'a pas encore été largement appliquée au secteur des services financiers.
- **MANQUE DE CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE.** La CRA exige que les données positives et négatives soient échangées entre toutes les institutions agréées par la BoG. Elle exige également que l'historique de crédit soit requise auprès d'un bureau de crédit pour chaque demande de prêt de l'emprunteur. Cependant, parce que les formats de reporting de données finalisés par la BoG ne tiennent pas compte des capacités des IMF, qui n'étaient pas encore agréées en ce moment, ces institutions ne disposent pas du niveau de détail de l'information nécessaire pour se conformer pleinement à la réglementation.
- **MANQUE D'EXPERTISE ET DE SYSTÈMES AU NIVEAU DES PRESTATAIRES DE SERVICES FINANCIERS (PSF).** Dans le même temps, les IMF nouvellement agréées qui tentent de se conformer trouvent qu'elles manquent des compétences nécessaires pour gérer la fourniture de données aux Bureaux de Crédit.
- **ENGAGEMENT LIMITÉ AVEC LE SECTEUR DES IMF.** Les plus importants Bureaux de Crédit accordent peu d'attention au secteur des IMF quand ils font la consolidation des données provenant des banques et des IFNB. Par conséquent, aucun processus n'a été développé pour une meilleure intégration du secteur de la microfinance.
- **ARBITRAGE LIMITÉ DES RECOURS DES CLIENTS.** La CRA contient des dispositions sur les recours des clients en matière de contestation des données incorrectes. Le Bureau d'Investigation et d'Information pour les consommateurs (ICRO) est le chien de garde de la BoG pour protéger les consommateurs des produits/services financiers et les éduquer sur leurs droits et responsabilités. Cependant, il n'est pas certain que les clients à faible revenu de la microfinance soient au courant du processus de règlement des différends et de leurs droits à cet égard.

UTILISATION DE L'INFORMATION SUR LE CRÉDIT PAR TYPE D'IMF

Type d'IMF	Structure Faitière	Nombre d'emprunteurs	Part de Marché	Fourniture de données
Banques Rurales/Communautaire	**ARB**	990.753	51%	Bureaux de Crédit
Société d'Epargne et de Crédit	**GHASALC**	393.019	20%	Bureaux de Crédit
Coopérative de Crédit	**CUA**	145.884	7%	Pas de fourniture
ONGF	**ASSFIN**	161.592	8%	Pas de fourniture
Collecteurs de Susu[4]	**GCSCA**	N/A	N/A	Pas d'obligation de fourniture
Société de Microfinance	**GAMC**	109.751	6%	Solution propre à l'association + Bureaux de Crédit
Prêteurs Individuels	**MLAG**	150.000	8%	Bureaux de Crédit
	Total	**1.950.999**	**100%**	

Source: GHAMFIN, 2013

[3] Dun & Bradstreet Credit Bureau Ltd., Hudson Price Data Solutions, et XDS Data Ghana Ltd.
[4] Non agréées par la BoG

Rôle de GHAMFIN dans la Promotion de l'Echange d'Information sur le Crédit

Dans un effort pour relever les défis rencontrés par ses membres dans la soumission de données aux Bureaux de Crédit existants, l'Association Ghanéenne des Sociétés de Microfinance (GAMC), l'un des membres de la fédération GHAMFIN, a commencé sa propre initiative d'échange de données. Elle a demandé à un Prestataire de Service Technique (PST) familier avec les logiciels de gestion des prêts des IMF de développer une plate-forme personnalisée d'information sur le crédit pour les membres de la GAMC. La solution qui a finalement été développée était assez facile à mettre en œuvre et a connu une adoption très rapide par les membres. Intéressée par l'expansion de l'utilisation de ce logiciel à d'autres PSF dans le marché, la GAMC s'est approchée du Réseau SEEP dans le cadre du Programme "Finance Responsable par le Biais du Leadership Local" (RFLL) pour réaliser une évaluation du système d'échange d'information sur le crédit (EIC) afin d'évaluer la faisabilité de le transformer en un Bureau de Crédit pour toutes les IMF.

L'évaluation a confirmé que le système de la GAMC était une solution techniquement raisonnable, qui s'attaquait à l'une des plus grandes faiblesses de l'information sur le crédit au Ghana par l'introduction d'un lecteur biométrique d'empreintes digitales qui a la capacité d'identifier plus correctement chaque emprunteur. Cette solution avait également un prix très compétitif de 100 dollar US par an, indépendamment du nombre de rapports sur le crédit demandés, avec un coût supplémentaire ponctuel de 150 dollars US par lecteur biométrique. Dans un temps très court, 170 des membres de GAMC utilisaient le système.

L'évaluation a également constaté qu'il y avait néanmoins des problèmes de fonctionnalité opérationnelle, puisque le prestataire n'avait pas réussi à tenir compte d'une multitude d'aspects règlementaires et financiers, et de préoccupations du secteur qui ont réduit une applicabilité plus large du système au secteur. En effet:

- En collectant et en stockant les données des emprunteurs et en produisant des rapports sur le crédit, le fournisseur de service violait la CRA car il fonctionnait de facto comme un Bureau de Crédit sans l'agrément nécessaire de Bureau de Crédit.
- Parce que les données collectées n'ont pas été intégrées dans les Bureaux de Crédit agréés, les membres de GAMC n'avaient pas une information complète du risque crédit de l'emprunteur.
- Bien que la tarification pour le service ait été compétitive, elle n'aurait pas été financièrement viable si toutes les exigences d'un bureau agréé avaient été respectées.

En définitive, il est apparu clairement que les défis sur l'échange des données par les IMF ne seraient pas relevés de manière adéquate avec cette solution et qu'un dialogue plus large sur l'intégration des IMF dans les Bureaux de Crédit existants était nécessaire. Dans le cadre du rôle de coordination du secteur de GHAMFIN, l'association nationale a travaillé en collaboration avec le Réseau SEEP pour faciliter un dialogue national autour de l'échange d'information sur le crédit pour promouvoir une réponse coordonnée entre les acteurs clés du secteur afin de faciliter cette intégration.

À propos de GHAMFIN

Le Réseau Ghanéen des Institutions de Microfinance (GHAMFIN) a été enregistré en 1998 en tant qu'organisation à but non lucratif. Il est un réseau d'associations et de leurs institutions membres engagées dans l'offre de services de microfinance. Son portefeuille de membres est composé d'un large éventail d'acteurs du secteur de la microfinance, y compris des membres qui sont des faîtières (comme l'Association Ghanéenne des Unions de Coopérative de Crédit (GCCUA), l'Association des Organisations Financières Non Gouvernementales (ASSFIN) l'Association Ghanéenne des Sociétés de Microfinance (GAMC), l'Association Ghanéenne des Coopératives des Collecteurs de Susu (GCSCA), l' Association Ghanéenne des Sociétés d'Epargne et de Crédit (GHASALC), l'Association des Banques Rurales (ARB), l'Association des Prêteurs d'Argent du Ghana (MLAG)) et des membres associés constitués des prestataires de services techniques et de développement des entreprises. GHAMFIN offre une gamme de produits et de services à ses membres et à l'ensemble du secteur (y compris les décideurs, les donateurs, les organismes de réglementation, les investisseurs, et les instituts de recherche) centrée autour de ses quatre axes: Politique/Communication, Transparence et Echange d'informations, Renforcement des Capacités, et Protection des Clients.

Activités réalisées au niveau du marché avec les acteurs clés

Renforcement de la Sensibilisation

- L'évaluation détaillée du système d'Echange d' Information sur le Crédit (EIC) de la GAMC était une première étape critique dans la sensibilisation des acteurs du marché sur les défis d'un Bureau de Crédit pour les IMF et pour accroître leur intérêt à trouver des solutions communes à long terme qui bénéficient au secteur financier dans son ensemble.
- Cette évaluation a élargi la discussion, partant de la recherche d'une solution spécifique pour les membres de la faitière (GAMC), pour inclure toutes les IMF représentées par l'association nationale (GHAMFIN), le régulateur (Banque du Ghana), et le secteur privé (les trois Bureaux de Crédit déjà agréés et les fournisseurs de logiciels).
- Cela a également mis l'accent sur l'interface dédiée aux IMF qui pourrait être utilisée pour échanger sur les informations sur le crédit.

Echange de connaissances et d'expertise

- Vu le niveau d'engagement et d'intérêt suscité, le Réseau SEEP a organisé pour les acteurs clés du secteur (Bureaux de Crédit, Régulateurs, PSF, associations, et consultants du secteur privé) une visite d'échange en Afrique du Sud en Janvier 2015. La visite a aidé à faire la lumière sur les rôles et les fonctions complémentaires des différents acteurs institutionnels dans un système mature d'Echange d'Information et a fourni des modèles actuellement examinées par la BoG pour le Ghana, tels qu'une plate-forme commune de données et une association de fournisseurs de crédit.
- Au niveau national, GHAMFIN, BoG, et le Réseau SEEP ont organisé conjointement un atelier en mai 2015, avec des PSF, des Bureaux de Crédit, et des prestataires de services techniques afin de partager les enseignements tirés de l'Afrique du Sud et d'identifier quelques-uns des principaux défis et opportunités pour l'amélioration des rapports sur le crédit dans le secteur de la microfinance au Ghana. Les défis à relever sont au niveau de la fourniture simultanée de données à tous les Bureaux de Crédit, la nécessité d'un format de rapport simplifié pour les IMF, et l'importance d'avoir un groupe plus solide de fournisseurs de données (par exemple, registre des actifs, grands facturiers, et autres prestataires financiers) ont été mis en évidence pour des mesures additionnelles.

Renforcement de l'Uniformité dans la Fourniture des Données

- Dans le but de répondre à certains des besoins à court terme du secteur autour des rapports sur le crédit, GHAMFIN et BoG ont commencé à revoir le modèle de données à fournir aux Bureaux de Crédit afin de tenir compte des capacités limitées et des besoins de toutes les institutions financières en rapports de crédit. Ce processus impliquera également une discussion avec les fournisseurs de services techniques locaux pour examiner les exigences de la BoG et la manière dont les SIG existants peuvent être modifiés pour intégrer la fonctionnalité de l'EIC au niveau de l'IMF.
- Dans le même temps, la BoG conduit des discussions autour de la nécessité d'une plate-forme commune de données pour les Banques et les PSF non bancaires pour aider à consolider le processus de soumission des données. Le groupe de travail est en train d'élaborer un cahier de charges pour une plate-forme tripartite commune de données, et les exigences et spécifications techniques essentielles pour le système (par exemple, collecter et diffuser, ou un processus de validation simple; accès de l'utilisateur; exigences d'interface de début et de fin; etc.), qui seront examinées par un groupe plus large d'acteurs.

Mise en place d'un Comité de Pilotage

- Au cours de la réunion nationale sur l'Echange d'Information sur le Crédit en Mai, les intervenants ont exprimé un fort désir de voir se créer une association des fournisseurs de crédit, semblable au modèle utilisé en Afrique du Sud, qui permettrait entre autres, de suivre la qualité des données et la soumission des données. GHAMFIN et la BoG avec le soutien du Réseau SEEP, vont à Accra vers la fin 2015 une première réunion du comité de pilotage pour discuter de cela et d'autres besoins à long terme autour de l'échange d'information.

ACTEURS CLÉS

Acteur Clés	Rôle
GHAMFIN	Représentant sept «sous-associations» d'IMF, ou «faitières», GHAMFIN est le dépositaire de l'activité des IMF au Ghana et joue un rôle central dans la coordination des initiatives stratégiques. La stratégie du Bureau de Crédit est une telle initiative qui pourrait changer fondamentalement l'octroi de crédit dans le secteur de la microfinance. En définitive, GHAMFIN est responsable de la promotion d'un secteur de la microfinance durable ; et l'intégration du secteur des IMF dans les Bureaux de Crédit nationaux est fondamentale pour la durabilité du secteur.
IMF	Les principaux bénéficiaires de cette initiative sont les IMF locales; par conséquent les solutions qui seront développées doivent tenir compte de leurs besoins et contraintes. Les IMF sont représentées par leurs faitières respectives et GHAMFIN, mais quelques-unes d'entre elles pourraient également être impliquées dans les discussions en cours.
Banque Centrale du Ghana	La Banque Centrale donne des agréments aux Bureaux de Crédit, qui doivent répondre à de nombreuses exigences avant de pouvoir être agréés. La BoG délivre également des agréments aux IMF. La Banque Centrale se trouve donc à l'intersection du Bureau de Crédit et du développement du secteur des IMF. N'importe quelle solution qui est développée au Ghana autour de l'échange d'information sur le crédit, devra recevoir le soutien de la BoG.
Bureaux de Crédit / Prestataires de Service Technique	Les Bureaux de Crédit et les prestataires de services techniques sont essentiellement impliqués dans la gestion des données, ce qui nécessite un haut degré d'expertise pertinente en informatique. Il est important de maintenir une relation continue avec ces entités afin qu'elles comprennent les défis particuliers auxquels font face les IMF et soient capables de fournir des solutions appropriées au secteur.
Le Réseau SEEP	A travers son partenariat avec GHAMFIN, le Réseau SEEP a utilisé son rôle de facilitation au Ghana pour mobiliser un éventail plus large de parties prenantes autour de la question d'échange d'information sur le crédit, en encourageant les acteurs locaux du secteur à trouver des solutions durables et en maintenant une dynamique permanente pour l'intégration des IMF.

Prochaines étapes de GHAMFIN dans la coordination des acteurs du secteur autour de l'Echange d'Information sur le Crédit

Dans un laps de temps relativement court-six mois-des évolutions significatives ont eu lieu. Ce qui avait commencé comme une étude très ciblée pour évaluer une solution particulière d'échange d'information sur le crédit d'IMF s'est rapidement transformé en une large identification des préoccupations plus vastes liées à l'information sur le crédit et la nécessité d'un accent renouvelé sur l'intégration des IMF aux Bureaux de Crédit existants. Tout au moins, le débat actuel autour de l'achat de la solution technologique de GAMC par un Bureau de Crédit multinational pourrait être extrêmement important. Cela signale l'intention d'un Bureau de Crédit majeur à offrir des produits et services au secteur des IMF, qui n'était auparavant pas son marché traditionnel. Il est également juste d'indiquer que cette possible transaction ne se serait probablement pas produite s'il n'y avait pas eu les efforts de GHAMFIN pour soutenir la solution du bureau des IMF de son membre GAMC.

Bien qu'il y'ait encore beaucoup de travail en cours, il y a déjà des signes positifs que les lacunes dans le paysage de l'information sur le crédit du Ghana peuvent être corrigées.

INTÉGRATION DES IMF DANS LES SYSTÈMES D'EIC : FACTEURS DE SUCCÈS

- **ENGAGEMENT :** Aucune IMF ne peut être contre l'introduction de pratiques de prêt responsables. Un Bureau de Crédit représente un lieu central où les données de l'emprunteur peuvent être stockées et récupérées afin de s'assurer que les critères de prêt responsables sont remplis. Pourtant, de nombreuses IMF restent indifférentes à l'utilisation des Bureaux de Crédit (voir «Les fausses idées des IMF sur l'échange d'information sur le crédit»). S'il n'y a pas d'engagement à long terme pour la recherche de solutions, le projet a peu de chance de réussir.
- **PARTICIPATION :** Si les grandes IMF ne font pas partie du système, la crédibilité auprès du reste du secteur est facilement perdue.
- **LOIS ET RÉGLEMENTATION :** Toute solution recherchée doit tenir compte de l'environnement réglementaire. Aucune solution ne mérite d'être considérée si elle viole cet environnement.
- **PRÉPARATION DU BUREAU :** Quelles sont les types de données dont disposent actuellement les IMF par rapport au modèle standard de données du secteur? Est-ce que les données contiennent la plupart des champs obligatoires requises dans le modèle du secteur? Les IMF devraient-elles- négocier moins de champs obligatoires?
- **INTÉGRATION DES DONNÉES :** N'importe quelle solution en cours d'analyse doit avoir pour objectif ultime l'intégration de données des IMF avec d'autres données des bureaux de crédit. La dispersion des informations doit être évitée.
- **INFRASTRUCTURE TECHNIQUE ET INFORMATIQUE :** L'IMF utilise-elle déjà un logiciel de gestion des prêts? Est-il connecté à Internet?
- **CANAUX DE DONNÉES :** Le Bureau de Crédit agréé est-il le seul canal par lequel les données peuvent être fournies? Peuvent–elles être envoyées par des intermédiaires/prestataires de services? Les intermédiaires/prestataires de services appropriés ont-ils été identifiés et consultés?
- **COÛT :** Quel volume potentiel de demandes d'historiques de crédit sur une période de douze mois orientera les négociations de prix? Quelles sont les implications de coûts pour les IMF en termes d'activités de préparation à la fourniture des données à un Bureau de Crédit?
- **SUPPORT TECHNIQUE :** Les IMF doivent envisager de recourir à l'expertise appropriée pour les aider à être prêts pour la relation avec les bureaux de crédit.
- **GOUVERNANCE :** Si la fourniture de données est volontaire, la faîtière des IMF doit envisager un code de conduite qui énonce les règles de fourniture de données entre ses membres.

Les fausses idées communes des IMF sur l'Echange d'Information sur le Crédit

Les Bureaux de Crédit sont uniquement pour les Banques. **Pas du tout.** Les IMF jouent un rôle important dans l'offre de services financiers. Ce secteur a souvent plus d'emprunteurs que le secteur bancaire formel. Si le crédit responsable est à prendre au sérieux, les fournisseurs de crédit devraient faire l'analyse complète de tous les risques financiers d'emprunteurs de tous les secteurs économiques.

Les Bureaux de Crédit sont trop coûteux. **Ils ne doivent pas l'être.** Les rapports de crédit pourraient être adaptés pour répondre aux exigences spécifiques des IMF. Les IMF doivent négocier un prix ou une formule de service avec les Bureaux de crédit. Les IMF, en outre, oublient souvent le coût d'opportunité de ne pas participer à l'échange de données. Elles ne pensent généralement qu'à la valeur nominale des coûts directs du Bureau de Crédit. Au lieu de cela, les IMF doivent tenir compte des ressources et des dépenses associées à un suivi des prêts en souffrance et d'autres activités de recouvrement. La sélection du client est grandement améliorée grâce à l'analyse minutieuse des historiques de remboursement de l'emprunteur disponibles au niveau du Bureau de Crédit. Ce coût marginal compense sensiblement le recouvrement et les autres coûts de créances douteuses.

La transmission des portefeuilles de prêts aux Bureaux de Crédit est trop difficile. **Pas vraiment.** Si les portefeuilles de prêts des IMF sont saisis sur ordinateur, une grande partie de la base est déjà disponible. D'autres modifications seront nécessaires, mais il y a généralement des solutions informatiques adéquates sur le marché qui peuvent faciliter la transmission des données de portefeuille vers et à partir d'un Bureau de Crédit.

Il est inutile d'utiliser des bureaux de crédit parce que la qualité des données est médiocre. **En partie vrai.** Les Bureaux de Crédit ont la responsabilité de vérifier l'exactitude de certaines données entrantes et de rejeter les données si elles ne respectent pas les règles minimales de validation. Cependant, les Bureaux de Crédit, ne peuvent pas savoir quels montants de prêt ou quelles période remboursement sont corrects. Les IMF portent cette responsabilité. Les IMF sont également tenues de présenter des informations sur le prêt mises à jour, généralement sur une base mensuelle, et de soumettre leurs portefeuilles de prêts complets aux Bureaux de crédit, pas seulement les informations des dossiers d'emprunteur qu'elles choisissent de laisser voir à d'autres fournisseurs de crédit. Ainsi, les IMF et les Bureaux de Crédit sont responsables à part égales de la bonne qualité des données.

Je perdrais des clients si je partage leurs données avec un Bureau de Crédit. **Non.** Il y a des moyens pour atténuer ce risque. Par exemple, les noms des IMF peuvent être «masqués» de sorte qu'un rapport sur le crédit présente simplement «Prêteur 1, Prêteur 2, Prêteur 3, ...» En fin de compte, les IMF perdent un client, soit parce que le client a choisi de changer ou un concurrent a offert de meilleures conditions à ce client. Les IMF ne perdent pas des clients à cause des Bureaux de Crédit.

Les bureaux de crédit prennent de mauvaises décisions de prêt. **Pas vrai.** Les fournisseurs de crédit informent souvent les clients qu'ils ne peuvent pas accorder un prêt parce que «le bureau de crédit l'a dit.» Indépendamment de la mauvaise qualité du dossier de crédit d'un emprunteur, seul un fournisseur de crédit peut refuser d'octroyer le crédit à l'emprunteur. En outre, il n'y a pas de «listes noires» au niveau des bureaux de crédit qui peuvent refuser un crédit à l'emprunteur.

Je suis en conformité avec la réglementation sur le Bureau de Crédit, donc je suis un prêteur responsable. **Pas suffisant.** Les IMF se considèrent comme «conformes» si elles font des requêtes auprès du Bureau de Crédit. Cependant, souvent, elles ne vont pas utiliser cette information pour faire des évaluations appropriées de l'emprunteur. Si les IMF ont accès aux données du Bureau de Crédit et puis ne les utilisent pas, elles ne peuvent pas être considérées comme «responsables».

seep
Powering connections

The SEEP Network
1611 N. Kent St., Suite 610
Arlington, VA 22209

(tel): 1 202 534 1400
(fax): 1 703 276 1433
(email): seep@seepnetwork.org
(web): www.seepnetwork.org